



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2602
15 juin 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



Cheminots, retraites, aides sociales, migrants

Un pouvoir

arrogant

au service

des possédants

SNCF

**Une grève
toujours
déterminée**

page 12

Aquarius

**les migrants
victimes d'une
politique ignoble**

page 8

Macron

**"Un pognon
de dingue"... pour
les capitalistes**

page 5

La colère des cheminots est aussi la nôtre

Ce mardi 12 juin a été un nouveau temps fort de la mobilisation des travailleurs du rail. Cette « journée de la colère cheminote », un succès, montre à nouveau que les cheminots rejettent l'attaque du gouvernement.

Précaires ou non, du public ou du privé, d'une entreprise grande ou petite, c'est en tant que travailleurs que leur combat nous concerne. Les cheminots défendent tout ce qui compte pour n'importe quel travailleur: leurs conditions de travail, leurs salaires, leur relative sûreté de l'emploi. Avec leur grève, ils font un premier pas pour s'opposer aux attaques que nous subissons tous.

Macron s'est attelé à la réforme de la SNCF, après une rafale de mesures qui ont été autant d'attaques contre les classes populaires. Dans la foulée, il espérait imposer un recul sans combat aux dizaines de milliers de cheminots. Eh bien, il n'a pas pu les mettre au pas sans susciter leur opposition massive. Leur mobilisation, qui dure depuis des semaines, est un grain de sable qui grippe la mécanique de cette politique antiouvrière: ne serait-ce que pour ça, les cheminots peuvent être fiers de leur lutte!

Malgré tout ce que rabâchent les médias, malgré la gêne qu'il entraîne, leur mouvement rencontre toujours de la sympathie. Ils le constatent lors de leurs actions en direction des usagers et vers d'autres entreprises. Et le fait que les cheminots aient l'envie et la préoccupation de s'adresser aux autres travailleurs est l'un des aspects positifs de ce mouvement. Oui, la grève des cheminots, qui marque l'actualité sociale et politique depuis des semaines, montre le chemin à l'ensemble du monde du travail.

Car en face, Macron promet de nouveaux coups. En plus des retraites, il est maintenant question des aides sociales. Buzyn, la ministre des Solidarités et de la Santé, assure qu'il n'y aura pas de coupes budgétaires pour les plus pauvres. Mais, en même temps, elle dit s'interroger sur les aides jugées inefficaces, comme l'Allocation spécifique de solidarité. Et elle parle de rediscuter des critères d'attribution du RSA, puisqu'ils ne « permettent pas le retour à l'emploi ».

Comme si c'était les critères d'attribution des minimas sociaux qui fabriquent le chômage, et pas les licenciements

massifs! Et, parmi les patrons licenciés, l'État figure en bonne position: non seulement il ne crée pas les emplois nécessaires dans les secteurs vitaux pour la population, mais il en supprime. Il a même renvoyé vers le chômage des centaines de milliers de travailleurs en contrats aidés.

Le gouvernement prétend vouloir un « accompagnement individuel » des plus pauvres, mais c'est un accompagnement vers le bas, vers encore plus de précarité, plus d'exploitation. Qu'il s'agisse d'accorder ou non une aide sociale permettant à peine de vivre ou une augmentation de salaire, pour le gouvernement comme pour le grand patronat, « individualiser » rime avec faire accepter toutes leurs conditions.

Voilà la société qu'ils mettent en place. Une société où le gouvernement serre la vis à tous ceux qui ont été jetés au chômage, pendant que les plus riches se gavent comme jamais. Un monde où Carrefour licencie 2 100 travailleurs tandis que l'ex-PDG du groupe, Georges Plassat, part en retraite avec près de 17 millions d'euros en poche, qui pourraient même s'arrondir d'un bonus de 900 000 euros si l'assemblée des actionnaires le valide!

En opposition à ce monde taillé sur mesure pour les capitalistes, l'avenir des travailleurs passe par le chemin que les cheminots ont emprunté à leur niveau, celui des réactions collectives. Il n'y en a pas d'autre.

L'histoire de la classe ouvrière se confond avec celle de ses luttes. Et même lorsque les travailleurs ne se battent pas, la lutte de classe reste leur quotidien, car le patronat, lui, ne désarme jamais. Il a tout un appareil d'État et les gouvernements successifs à son service pour défendre ses privilèges et ses profits.

C'est en montrant leur force au cours de grèves massives et d'explosions sociales que les travailleurs ont contraint les capitalistes à lâcher du lest. Il faudra de nouveau que nous fassions craindre aux possédants de tout perdre; il faudra qu'ils aient peur d'une explosion de colère telle qu'elle menace leurs propriétés et leur monopole sur l'économie. Ce qu'il faut mettre en cause, c'est le pouvoir des capitalistes d'imposer leur loi aux travailleurs et à toute la société.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Retraites: les attaques ne doivent pas passer	3
Sécurité sociale: moins de déficit... et moins de soins	3
Loi sur les « fake news »: bobards gouvernementaux	4
Comptes de campagne de Macron: petites ristournes entre amis	4
Bolloré et la mairie de Paris: pile tu perds, face je gagne	4
Tournant social? Circulez, il n'y a rien à voir	5
Aides sociales: le cynisme du gouvernement	5
Économie: investissements poudre aux yeux	5
HLM: restreindre ceux qui y ont droit au lieu de construire	6
Salon de l'armement: la mort made in France	6

	Palme ou colza: l'huile qui fait tache	7
	La terre doit servir à nourrir les hommes	7
	Lycées professionnels: livrer des apprentis au patronat	7
	TVA: un prélèvement sur les classes populaires	10
	Martinique: des moyens pour la santé!	10

CHEMINOTS	
	

	Succès du 12 juin et manœuvres syndicales	12
	La colère des cheminots	12
	Une manifestation dont M6 ne parlera pas	12
ENTREPRISES		
	Airbus - Blagnac: « les salariés STTS sont inSATYSfaits! »	13
	Enedis et GRDF - Lyon: des grévistes déterminés	13

	
--	--

	Arsenal - Lorient: salariés du nettoyage en grève	13
	Ford - Blanquefort: 900 emplois menacés	14
	Eiffage - Angers: augmentez les salaires!	14
	Crèches de Tours: en grève contre le sous-effectif	14
	Hôpital de Rouvray: victoire pour les soignants	15
	Hôpital de Laval: le personnel en colère	15

DANS LE MONDE	
Maroc: boycott contre la vie chère	8

	Aquarius: les migrants victimes d'une politique ignoble	8
	Trump - Kim Jong-un: une rencontre symbolique et après?	9
	Jordanie: la population refuse de payer	9
	Russie: un mondial de foot très politique	16
	G7: Trump descend du sommet	16

MAI 68	
Manœuvres contre la grève et résistance ouvrière	11

Retraites : les attaques ne doivent pas passer !

Après les cheminots, les chômeurs, les attaques ciblées de Macron et du patronat contre le monde du travail continuent, sous le nom de code de réformes. C'est contre son intention de réformer les retraites, contre la baisse brutale des pensions depuis six mois, que les travailleurs retraités et futurs retraités étaient appelés à manifester une nouvelle fois, le 14 juin.

Depuis vingt-cinq ans, le gouvernement et le grand patronat ont entrepris de s'attaquer aux travailleurs retraités. Tous les prétextes sont bons, depuis le prétendu déséquilibre des caisses de retraite jusqu'à la fable macronienne des « nantis », fabriquée pour leur infliger, depuis le 1^{er} janvier, une baisse brutale de leur pension, atteignant plusieurs centaines d'euros par an.

De Balladur à Macron, en passant par Juppé, Fillon, Sarkozy et Hollande, les « réformes » ont aggravé le

régime des retraites. De 37,5 annuités, la durée de cotisation nécessaire est d'abord passée à 40 ; une décote a été appliquée pour chaque trimestre manquant. Le calcul du montant de la pension sur les dix meilleures années a été étendu aux 25 meilleures. Le montant de la pension a été indexé sur l'inflation et non sur le salaire moyen. L'âge légal permettant le départ a été reculé, puis la durée de cotisation exigée a encore augmenté. La date annuelle de revalorisation des pensions

a été reportée, pour gagner du temps, donc des millions. Comme celle des régimes complémentaires Agirc-Arrco, bloquée depuis 2013, la pension du régime général a été bloquée en 2018.

Depuis six mois, le coup de massue de la hausse de la CGS, sans contrepartie aucune quelles qu'aient été les annonces de diminution de la taxe d'habitation, touche plus de 60 % des 16 millions de retraités. Même ceux qui ont une toute petite pension sont touchés, le nouveau taux étant calculé sur les revenus du ménage. À présent, une nouvelle attaque se prépare. « Il faut inciter les assurés à partir plus tard que l'âge légal comme nous l'avons fait avec l'accord Agirc-Arrco », insiste le vice-président du Medef, en recommandant « une nouvelle décote suffisamment



LES RETRAITES, UNE CHARGE INSUPPORTABLE POUR LES PATRONS ?!

forte pour inciter les gens à partir plus tard ». Le patronat juge urgent d'appauvrir les retraités pour garantir ses profits. Car quel ouvrier pourra vraiment, si tant est qu'un employeur le garde, travailler jusqu'à 67 ans pour éviter une décote ?

Quant aux divers projets évoqués par Macron, son gouvernement et le rapporteur Delevoye chargé de préparer l'attaque sur

les retraites, ils dégagent tous les mêmes relents. Retraites par points, alignement des divers régimes par le bas, bruits de suppression de la pension de réversion des veuves et veufs, le tout sous prétexte de transparence et d'uniformisation, la nouvelle phase des attaques antiouvrières de la bourgeoisie qui se profile est à combattre avec énergie.

Viviane Lafont

Sécurité sociale : moins de déficit... et moins de soins !

La commission des comptes de la Sécurité sociale a annoncé le 5 juin une forte réduction du déficit global pour 2018, estimé à 300 millions d'euros. Pour la première fois depuis 2001, le régime général qui regroupe les caisses Vieillesse, Famille, Accidents du travail et Maladie devrait même être bénéficiaire de 2,5 milliards d'euros.

Pour expliquer ces résultats, le gouvernement met en avant la prétendue croissance de l'économie et la légère baisse du chômage qui ont gonflé les recettes de la Sécurité sociale. Cela confirme surtout la responsabilité du grand patronat dans les déficits précédents de la Sécurité sociale car c'est lui qui a fait exploser le chômage en licenciant à tour de bras.

Mais ces résultats s'expliquent surtout par les politiques d'austérité menées par tous les gouvernements, sous Sarkozy, Hollande et Macron. D'après un économiste, dans le secteur de la santé, l'année 2018 est d'ailleurs « l'année du plan

d'économies les plus sévères de l'histoire, avec 4,3 milliards d'économies ». Ceux qui ont payé et qui paient le prix du rétablissement des comptes de la Sécurité sociale, ce sont les travailleurs de la santé, des Ehpad, des maisons de retraite, des hôpitaux, des cliniques, etc., qui travaillent de plus en plus en sous-effectif permanent, avec des cadences de plus en plus infernales et avec toujours moins de matériel. Ce sont aussi les retraités qui voient chaque année leur pension fondre comme neige au soleil. Et plus généralement, c'est toute la population laborieuse qui paie toujours plus de cotisations, pour

des soins de moins en moins remboursés.

La commission prévoit même que les comptes de la Sécurité sociale seront excédentaires de trois milliards d'euros pour l'année 2019. Bien sûr pour le gouvernement, il est hors de question que ces milliards servent à embaucher massivement dans la santé ou à mieux rembourser les soins. La ministre de la Santé a même déclaré que ces surplus devraient servir entre autres à « redresser les comptes publics ». Ce qui sous-entend qu'ils iraient éponger en partie la dette de l'État, creusée par la multiplication des cadeaux au grand patronat. Comme en 2001 quand le gouvernement de gauche de Jospin avait utilisé les excédents de la Sécurité sociale pour payer les exonérations de cotisations sociales qu'il avait accordées au patronat.

Alors, même si ces



milliards d'excédents de la Sécurité sociale se confirment, les classes populaires qui les ont payés par la

réduction des remboursements n'en verront pas la couleur.

Arnaud Louvet

AGENDA

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Bourges

Samedi 16 juin
à partir de 14 h 30
Salle des fêtes
de Vignoux-
sous-les-Aix

Marseille

Dimanche 17 juin
à partir de 11 heures
Dans le Parc de loisirs
de Valabre
RD7 Gardanne

Mulhouse

Dimanche 24 juin
à partir de 11 h 30
Au Lerchenberg,
11 rue du Cercle,
Mulhouse-Dornach

Cercle Léon Trotsky

La Russie à l'heure
du capitalisme décadent

Vendredi 15 juin à 20 h 30

Docks de Paris Eurosites - Aubervilliers
Avenue des Magasins Généraux, bât. 282

Métro : Front Populaire (ligne 12)

Participation aux frais : 3 euros

Loi sur les « fake news » : **bobards gouvernementaux**

Jeudi 7 juin a débuté à l'Assemblée nationale une discussion sur le projet de loi visant à interdire les fake news, ou fausses informations, pendant les campagnes électorales. Mais, outre qu'il existe déjà une loi sur la presse datant de 1881 et punissant la diffusion de fausses nouvelles et la diffamation, pourquoi se limiter aux périodes pré-électorales ?

À l'heure actuelle, Internet est le moyen privilégié pour diffuser largement n'importe quelles nouvelles, y compris les plus fantaisistes, voire souvent carrément mensongères ou diffamatoires. Mais les grands médias dits d'information ne sont pas en reste quand il s'agit de propager des bobards... sans parler de politiciens dont c'est le fonds de commerce !

S'agissant des travailleurs, et encore plus

lorsqu'ils sont en lutte comme les cheminots, les salariés d'Air France ou les fonctionnaires, presse et télévision les présentent systématiquement comme des privilégiés, sous prétexte qu'ils ont encore un emploi et ne sont pas au bas de l'échelle salariale. N'est-ce pas là de la désinformation ? Privilégiés aussi seraient les retraités, cette « génération dorée », selon un député macroniste, parce qu'une partie ne s'en sort pas trop

mal après une vie de travail, ce qui permet encore à ces retraités d'aider les jeunes de leur famille qui galèrent. Sauf que 40 % d'entre eux touchent moins de 1 200 euros de pension, 7,3 % sont même sous le seuil de pauvreté, et que les pensions ont été bloquées pendant des années. La liste des fausses nouvelles officiellement diffusées est loin de s'arrêter à ces exemples.

Les grands propagateurs de fake news restent cependant les politiciens démagogues, à commencer par le président de la République et ses valets. Voici quelques extraits du programme de Macron : « *Nous ne touchons pas au niveau des pensions* », peut-on y lire.

Certes mais, outre la CSG qui a augmenté pour 60 % d'entre eux, il y a eu aussi l'énergie, le forfait hospitalier, les mutuelles, les carburants, etc. « *Le statut de la fonction publique ne sera pas remis en cause* ». Oui, mais 120 000 suppressions de postes sont programmées et un travailleur de la fonction publique sur cinq n'a même pas la sécurité de l'emploi. « *Nous allons augmenter la prime d'activité de 50 %* » : trois ministres, Le Maire, Buzyn et Darmanin, parlent en ce moment même de la supprimer, sous prétexte que les aides aux chômeurs ne les inciteraient pas à chercher un emploi. Mais aucun ne dit que 40 % des travailleurs ayant droit au

RSA ne le réclament même pas.

Macron avait aussi annoncé « *une politique fiscale plus juste qui privilégie le travail* », et c'est sans doute pour cette raison qu'il a quasiment supprimé l'impôt sur la fortune, l'ISF. Cela a fait perdre 3,2 milliards de recettes fiscales à l'État, mais qu'importe : pour ces laquais des riches et des possédants, ce sont les pauvres et les chômeurs qui coûtent trop cher, pas les parasites ou les capitaines d'industrie qui, eux, consolident leur fortune avec les milliards qui leur sont distribués en pure perte au travers des aides gouvernementales.

Marianne Lamiral



Manifestation de travailleurs en lutte devant BFM.

Comptes de campagne de Macron : **petites ristournes entre amis**

Jeudi 7 juin, le président de la Commission nationale des comptes de campagne (CNCCFP) présentait son rapport devant la presse. L'exercice n'avait rien d'aisé puisqu'il devait justifier le fait que les nombreuses ristournes accordées au candidat Macron lors de la présidentielle de 2017 n'aient pas conduit à son invalidation.

La législation interdit aux entreprises de faire des dons aux candidats, y compris sous la forme de rabais excessifs par rapport aux pratiques commerciales habituelles. Or Macron a manifestement bénéficié d'une grande générosité de la part de plusieurs entreprises. Ainsi GL Events, entreprise spécialisée dans l'événementiel installée à Lyon, a accordé une remise de 36 % sur la facture d'un meeting organisé à la Mutualité. Il est vrai que son patron, Olivier Ginon, est un proche du ministre de l'Intérieur Gérard Collomb. Il a aussi baissé de quelque 10 000 euros une facture initiale de 39 490 euros, pour

le meeting de la porte de Versailles. Pendant l'entre-deux-tours, la société Jaulin a fait une remise de 50 % sur la location des barrières pour le meeting au Paris Event Center. Selfcontact, spécialiste des appels téléphoniques ciblés, a, lui, déduit 76 800 euros de sa facture globale, soit une remise de 24 %.

Personne ne s'attendait à ce que la commission refuse de valider les comptes de celui qui a remporté l'élection. Force est de constater que, sous la V^e République, cela n'est jamais arrivé. Il est aujourd'hui avéré qu'en 1995 les dépenses de campagne de Chirac avaient largement dépassé les plafonds

autorisés. Ses comptes n'en avaient pas moins été validés par le Conseil constitutionnel, responsable à l'époque de ce contrôle, sous la pression insistante de son président, le socialiste Roland Dumas. Les comptes de Sarkozy n'avaient pas davantage été remis en cause après son élection de 2007, et il a fallu attendre plus de dix ans pour que les soupçons de financement de sa campagne par le dictateur libyen Kadhafi entraînent sa mise en examen.

Le feuilleton des comptes de Macron ne fait peut-être que commencer mais, en attendant, ce n'est pas la Commission des comptes de campagne qui remettra en cause son élection, même si ses propres règles l'y obligeraient. Mais peut-être en saura-t-on plus d'ici quelques années quand, comme ses prédécesseurs, il aura quitté l'Élysée.

Aline Urbain

Bolloré et la mairie de Paris : **pile tu perds, face je gagne**

Le groupe Bolloré exige de la mairie de Paris et des communes avoisinantes la somme de 40 millions par an pour éponger le déficit d'Autolib, le service d'autopartage de voitures électriques dont il est l'exploitant.

En 2011, le maire socialiste de Paris Bertrand Delanoë avait lancé en fanfare ce nouveau moyen de locomotion, présenté comme écologique et peu onéreux pour les municipalités. Celles-ci avaient consacré une soixantaine de millions d'euros à installer les stations électriques, tandis que Bolloré apportait 200 millions dans l'affaire. Une clause du contrat prévoyait que l'industriel ne prendrait en charge que 60 millions de perte ; au-delà, cela resterait à la charge des

municipalités.

L'affaire se révélant un fiasco du point de vue financier, Bolloré réclame maintenant ce qu'il considère être son dû. La maire de Paris, Anne Hidalgo, essaie de son côté de revoir l'ardoise à la baisse. Elle fait valoir que les voitures sont mal entretenues et que cela explique en partie leur faible succès. Elle envisagerait même de changer d'exploitant avant l'échéance du contrat, qui interviendra en 2023. PSA se serait mis sur les rangs.

Mais, en attendant qu'un concurrent lui souffle peut-être le marché, Bolloré entend bien continuer de se remplir les poches aux frais des contribuables franciliens.

A.U.

Tournant social ? Circulez, il n'y a rien à voir

Les trois économistes distingués qui avaient rédigé le programme électoral de Macron ont fait part au président de leur inquiétude.

Selon eux « *l'ambition émancipatrice du programme présidentiel échappe à un nombre croissant de nos concitoyens* » et les promesses initiales risquent de se résumer à « *un programme classique de réformes structurelles favorables aux plus aisés* ».

Ces économistes proposent donc quelques mesures, « *compatibles avec la trajectoire des finances publiques* », qui permettraient de répondre à tous ceux qui voient en Macron le seul président des riches.

Les commentateurs, associant ces conseils aux quelques protestations venues de députés macronistes et aux lamentations d'un Laurent Berger délaissé, parlent d'un réveil de l'âme de gauche du macronisme.

Mais, jusqu'à ce jour, les invocations n'ont rien donné et l'esprit progressiste n'a toujours pas visité le président. Peut-être viendra-t-il lors de son discours aux mutualistes, le 13 juin, ou de la présentation du programme antipauvreté, à la fin du mois ? Il restera le 15 août, qui célèbre à la fois Napoléon et l'assomption de la Vierge, car il faudrait au moins un tour de force politique ou une extase mystique pour parvenir à faire passer Macron pour autre chose que ce qu'il est.

Comme tout président, celui-ci applique sa feuille de route : créer les conditions les meilleures pour que les capitalistes accroissent leurs profits. Il a ainsi fini de détruire le Code du travail, diminué les



impôts sur le capital, poursuivi les économies sur les services publics utiles à la population. Il s'attaque de front aux travailleurs de la SNCF pour faire un exemple. Il projette de s'en prendre aux chômeurs, aux retraités et désormais aux plus pauvres, ceux qui survivent avec une allocation. Il le fait en montrant que pour lui la rentabilité du capital est le seul espoir, la seule valeur, la seule morale.

Bien sûr, Macron pourrait se résoudre à parler de mesures en faveur des travailleurs, comme le lui suggèrent les trois économistes et quelques autres. Il s'agirait alors de tenter de mettre son parti en position plus favorable en vue des futurs scrutins. Ce serait tout au plus un peu de poudre aux yeux, comme chacun, dans le monde du travail, peut le prédire sans risque de se tromper.

L'autre éventualité serait qu'il finisse par le faire, comme d'autres avant lui, le couteau d'une grève générale explosive sous la gorge. D'ailleurs c'est peut-être cela, cette colère que finiront par provoquer la morgue présidentielle et l'avidité patronale, que voudraient prévenir ceux qui demandent à Macron de parler un peu plus de social.

Paul Galois

Aides sociales : les provocations de Macron

« *On met un pognon dingue dans les minima sociaux, les gens sont quand même pauvres* » déclare Macron dans une vidéo qu'il a soigneusement laissé fuiter. Et le président des riches de conclure : « *Il faut responsabiliser les gens pour qu'ils sortent de la pauvreté* ». Semblant contredire Agnès Buzyn, la ministre de la Santé qui déclarait « *ne pas vouloir faire d'économies sur le dos des pauvres* », Macron sonne donc la charge contre les aides sociales.

Les ministres du Budget, Darmanin, et de l'Économie et des Finances, Le Maire, avaient préparé le terrain.

Le premier avait affirmé qu'il y avait « *trop d'aides sociales* », le second avait révélé l'existence d'une note interne de Bercy préconisant de diminuer leur coût.

Tout cela est en fait une comédie bien orchestrée. L'un dit blanc, l'autre noir,

mais en fait ils sont tous d'accord. Le gouvernement entend bien s'attaquer aux aides que touchent les travailleurs les plus pauvres. L'allocation spécifique de solidarité, perçue aujourd'hui par 428 000 travailleurs privés d'emploi ayant épuisé tous leurs droits à l'indemnisation du chômage, est en ligne de mire. Mais d'autres aides pourraient être visées.

« *Quand un gouvernement s'est fixé un objectif de réduction des déficits publics, il est normal qu'il se préoccupe de la dépense publique et de son efficacité* », a affirmé Agnès Buzyn. Et d'ajouter : « *Toutes les allocations*

peuvent être discutées. La façon dont elles sont attribuées, leur efficacité, on a le droit de s'interroger sur un dispositif s'il ne produit pas les résultats attendus. »

Tout le cynisme de ce gouvernement est concentré

dans cette formule plusieurs fois répétée, variante du discours contre les prétendus « *assistés* » ! Le gouvernement ne s'est pourtant pas interrogé sur l'« *efficacité du dispositif* » quand il s'est agi de quasiment supprimer l'impôt sur la fortune, suppression qui représente pourtant un manque à gagner pour l'État de 3,5 à 5 milliards d'euros pour une seule année.

Cette propagande haineuse du gouvernement voudrait diviser les travailleurs entre les bénéficiaires de diverses aides et les autres, pour pouvoir continuer à prendre dans la poche de tous, tout en continuant à faire des cadeaux aux plus riches.

Aline Rétesse



Économie : investissements poudre aux yeux

Le nombre de projets émanant d'investisseurs étrangers en France a augmenté de 31 % en 2017. Il n'en faut pas plus pour que les commentateurs économiques et les milieux financiers évoquent « *l'attractivité de la France* », le retour de la croissance qui, ajoutée à l'effet favorable du Brexit, aurait poussé certaines sociétés à préférer Paris à Londres, pourtant toujours en tête.

C'est une nouvelle occasion d'entendre des éloges de Macron, dont la bonne gouvernance aurait fait perdre à la France « *sa figure de mouton noir* », comme le dit un des membres du cabinet d'audit financier EY, responsable de cette enquête.

À y regarder de plus près, quand les groupes étrangers proposent des investissements, il s'agit à 86 % de l'extension de sites

déjà existants, de l'installation de sièges sociaux ou d'unités de recherches. Chacun de ces projets ne devrait créer en moyenne que 25 postes, presque deux fois moins qu'au Royaume-Uni, soit un total de 25 000 emplois. Un chiffre ridicule comparé aux presque six millions de chômeurs.

Quand il s'agit de trusts, on en trouve aussi qui promettent un investissement

alors qu'ils ont supprimé des emplois ailleurs, comme General Electric qui a décidé d'investir 120 millions d'euros à Cherbourg après avoir supprimé plusieurs centaines de postes dans sa filiale GE Hydro de Grenoble.

Les patrons, français ou étrangers, peuvent remercier Hollande pour son CICE, applaudir au crédit impôt recherche qui constitue une niche

fiscale très attractive. Ils vont continuer à profiter des subventions des régions en plus de celles de l'État, des lois travail de Macron, tout en lui rappelant qu'il faut vite poursuivre la baisse de l'impôt sur les sociétés.

Pavoiser en voyant à l'indice d'une reprise économique prometteuse n'est qu'un lamentable tour de prestidigitation.

Sylvie Maréchal

HLM : restreindre le droit d'accès au lieu de construire

Le projet de loi Élan (Évolution du logement et aménagement numérique), entre les mains des députés depuis le 30 mai, veut cacher la misère du logement en France en s'attaquant à certains locataires.

Dans les villes où la demande de logements est particulièrement forte, le projet de loi prévoit que la commission d'attribution des logements HLM puisse réexaminer tous les six ans la situation des locataires qui occupent un logement estimé trop grand par rapport à leurs besoins, ou dont les revenus dépassent un certain plafond, ceci afin de les pousser dehors.

Déjà, la loi Boutin de mars 2009, du nom d'une ministre du Logement de Sarkozy, aggravée par la loi Égalité et citoyenneté de janvier 2017 du gouvernement Hollande, va dans ce sens. Par exemple, un couple disposant de quatre pièces doit quitter les lieux, de même qu'un ménage qui outrepassé de 50 % les barèmes deux années d'affilée. Précisément parce que de telles mesures ne sont pas vraiment nouvelles, on en connaît les effets néfastes.

Elles touchent, non pas les riches, mais des salariés simplement un peu mieux payés que d'autres. Ainsi le barème est de 2000 euros par mois pour un célibataire, 3800 euros pour un jeune ménage à Paris, et nettement moins en province. Des techniciens, des retraités dont les enfants n'habitent plus avec eux, ont déjà été poussés vers la sortie des HLM alors que, même en cherchant un logement bien plus petit, il leur est très difficile d'en trouver un dans le privé pour un loyer

compatible avec leur salaire.

Le seul intérêt de telles mesures visant à accentuer la mobilité au sein des HLM est de faciliter une certaine démagogie gouvernementale. Faire partir certains locataires ne résoudra absolument pas le problème de ceux qui attendent un HLM depuis souvent des années: ils sont 1,8 million à l'échelle nationale, dont 709 000 en Île-de-France.

La vraie solution serait de construire des logements à loyer abordable en nombre suffisant. Cela, le gouvernement s'y refuse et il compte même aggraver le problème en amputant les HLM d'une part de leurs ressources financières.

Jean Sanday



Salon de l'armement : la mort made in France

Au salon de l'armement terrestre Eurosatory, tout ce que la planète compte de marchands de canons est venu exposer ses productions. Avec 598 exposants sur près de 2 000, la France tient largement son rang dans ce sinistre rassemblement, où sont mis en valeur les engins de mort financés par les impôts de la population.

En ouverture, la ministre des Armées Florence Parly a fait la promotion des blindés français, avec l'argument qu'ils sont produits par une puissance dont l'armée est en guerre sur plusieurs continents et a pu les expérimenter. Pour que les choses soient bien claires, elle a annoncé la production d'un nouvel engin baptisé Serval, comme l'opération militaire de 2013 au Mali. Ce blindé

léger n'est qu'une partie d'un programme plus vaste, Scorpion, prévu dans la nouvelle loi de programmation militaire. Celle-ci prévoit également la production d'un char lourd baptisé Griffon, d'un blindé de reconnaissance du nom de Jaguar, et la rénovation de 122 chars lourds Leclerc. Même vieillissants, ceux-ci trouvent encore preneur sur le marché. Les Émirats arabes unis

en ont acheté des centaines depuis leur mise en service et en ont envoyé au Yémen. On espère, au ministère de la Défense, que son programme de rénovation aura le même succès commercial. En outre, l'armée s'étant avisée tardivement que le Griffon était finalement un peu trop lourd, elle a lancé un appel d'offres pour un blindé plus léger.

Tous ces engins seront payés par les contribuables, pour une somme qui devrait se monter à une dizaine de milliards, et qui sera sans doute dépassée, comme pour chaque programme. Le gouvernement a même accéléré la production, et la moitié du programme devra être livrée en 2025, pour 6 milliards d'euros.

L'armée française utilisera ces matériels pour défendre les intérêts de l'impérialisme dans de nouvelles opérations et les industriels de l'armement en tireront d'immenses profits. Les populations, elles, verront leurs villes dévastées et risqueront la mort sous les obus de ces engins sponsorisés par la ministre.

Daniel Mescla



Fil rouge

Wauquiez reste Wauquiez, hélas

Laurent Wauquiez, président de LR, vient de lancer une campagne de tracts intitulés *Pour que la France reste la France*. À chaque alinéa de cet écrit, le coupable désigné de tous les maux est l'étranger. Il est par nature musulman, terroriste, délinquant, et empêche par sa seule présence la France de rester la France, voire les fleuves de couler vers la mer.

individualiste, n'a-t-elle pas empiré depuis? La prétendue communauté nationale n'a-t-elle pas depuis accouché de Sarkozy, Hollande, Macron et autres serviteurs assumés des plus riches?

Rien n'a changé, si ce n'est en pire, et pourtant les mêmes resservent encore et encore la même tambouille indigeste, propre à gâcher jusqu'au simple plaisir de regarder un match.



Au Moyen Âge les prêtres désignaient aux paysans terrorisés les sorcières, coupables de faire tourner le lait des vaches, et les Juifs, suspectés de propager la peste. À droite on n'a pas beaucoup avancé depuis.

Lobby soit qui mal y pense

La Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) vient de publier un premier bilan de la loi votée en décembre 2016, sous Hollande, censée permettre le contrôle des activités des lobbies auprès des pouvoirs publics.

D'après la HATVP, le questionnaire rempli par les lobbies est si vague qu'il n'apporte en fait aucune information, même pas l'identité des hommes politiques ou des hauts fonctionnaires rencontrés. De toute façon, près de la moitié des lobbyistes n'ont même pas répondu à ce questionnaire, estimant sans doute à juste titre qu'ils ne risquaient pas grand-chose à ignorer cette obligation.

Des députés ont pu faire des discours sur la lutte contre la corruption, les petits repas destinés à discuter affaires et politique, les petits cadeaux qui entretiennent l'amitié, tout cela s'est poursuivi normalement. La routine de la vie politique bourgeoise.

Opium tricolore

À l'approche de la Coupe du monde de football, les médias et la quasi-totalité de ceux qui y ont accès patouillent avec délices dans le patriotisme. Pour augmenter cette force de frappe médiatique, le vingtième anniversaire de la victoire de 1998 est servi à toutes les sauces et à tous les horaires, sur toutes les chaînes. La légende de la France réunie, black-blanc-beur, communiant autour des footballeurs enchantés, augmentée de discours de Chirac et d'interviews de sociologues témoins de moralité, sature les ondes.

Mais la victoire de 1998 a-t-elle changé quoi que ce soit, empêché quoi que ce soit? Le Pen et compagnie n'ont-ils pas atteint leurs meilleurs scores depuis? La réaction religieuse, sexiste, raciste,

Palme ou colza : l'huile qui fait tache

L'action de blocage entreprise par la FNSEA le 11 juin autour de quatorze raffineries a montré comment des producteurs agricoles peuvent se mobiliser pour faire valoir leurs intérêts, quand ils le jugent nécessaire.

Par leur action, ils contestent le gouvernement, en première ligne pour défendre les intérêts de Total et des grandes compagnies pétrolières, tout comme ceux qui l'ont précédé. L'État défend sans retenue les intérêts des grands groupes capitalistes et de leurs riches actionnaires.

Cependant, en faisant de l'arrêt de l'importation d'huile de palme et de la défense de la production de colza en France un objectif de lutte, les dirigeants de la FNSEA défendent une politique protectionniste qui servirait avant tout les intérêts des plus gros producteurs de colza, qui se

trouvent être déjà pour une grande part d'entre eux les plus gros producteurs de blé. Ce sont les mêmes qui bénéficient déjà de multiples aides gouvernementales et écoulent leurs productions sur l'ensemble du marché mondial. Comme le groupe Avril, importateur lui aussi d'huile de palme et dont, ironie de l'histoire, le précédent PDG Xavier Beulin, aujourd'hui décédé, était également le président de la FNSEA, auquel l'actuelle présidente, Christiane Lambert, a succédé. Rien que pour cela, les huiles de la FNSEA mériteraient la palme de l'hypocrisie.

La FNSEA a pris comme



Blocage de la raffinerie de Gonfreville-l'Orcher.

cible Total et commencé par sa raffinerie de La Mède dans les Bouches-du-Rhône. Celle-ci importe chaque année 300 000 tonnes d'huile de palme pour la mélanger à du colza. Le syndicat agricole dénonce le fait que les compagnies pétrolières importent un produit 30 %

moins cher que le colza, ce qui empêche les producteurs de développer leur production. Dans cette affaire, la mobilisation d'une minorité de producteurs permet avant tout à la FNSEA de faire parler d'elle et de se rappeler au bon souvenir du gouvernement. Mais

ce combat aux relents réactionnaires ne protégera ni les agriculteurs concernés ni la population contre les appétits effrénés de profit des grands groupes capitalistes comme Total ou autres groupes de l'agro-industrie comme Avril.

Philippe Logier

La terre doit servir à nourrir les hommes

Depuis une vingtaine d'années, on raffine de l'huile de palme ou de colza, quand ce n'est pas de soja ou de tournesol, pour fabriquer du biodiesel. De même, on distille des betteraves, de la canne à sucre ou des céréales pour produire du bioéthanol.

Ces agrocarburants sont incorporés au gazole ou à l'essence et aujourd'hui, en France, tous les carburants distribués à la pompe en contiennent une partie qui varie de 5 à 10 %.

L'invention de ces carburants dits bio ne date pas d'hier. Mais les problèmes posés par le réchauffement climatique, la diminution des réserves d'énergie fossile et surtout, à partir des

années 2000, les subventions et autres incitations fiscales offertes aux industriels ont contribué à leur développement et à la mise en place des réglementations imposant leur incorporation aux carburants à la pompe.

Mais quelles en sont les conséquences pour la planète? Selon un rapport publié le mois dernier en Belgique par des organisations

environnementales, les agrocarburants issus des huiles de palme et de colza ne seraient pas meilleurs pour le climat. Pire, leur utilisation aboutirait à l'émission de plus de gaz à effet de serre que le diesel fossile.

Pour l'huile de palme, on sait les déforestations massives induites par la culture du palmier dont elle est issue, et donc la diminution du piège à carbone que les forêts tropicales constituent. On sait aussi la mise en danger des animaux qui y vivent et notamment, dans la forêt indonésienne, la menace pour les orangs-outans. Mais le colza n'est pas

non plus sans danger, car sa culture exige des quantités industrielles de pesticides. Et c'est sans compter que, si on transforme le colza en diesel, l'industrie agroalimentaire cherchera d'autres sources de matières grasses à bon marché et importera pour cela... de plus en plus d'huile de palme.

Tout cela sans oublier l'absurdité qui consiste à utiliser des terres cultivables pour leur faire produire de l'essence ou du gazole. Et ce ne sont pas n'importe quelles terres, mais celles des pays les plus pauvres, là où des femmes et des hommes souffrent de

malnutrition, quand ce n'est pas de faim.

Le problème n'est pas le choix entre palmier à huile et colza pour remplir les réservoirs des voitures. Il est d'organiser vraiment la production de la planète et, pour cela, de ne faire les choix qu'en fonction de l'intérêt de ses habitants; de tous ses habitants, tant ceux d'aujourd'hui que ceux de demain. Mais il faut pour cela ôter le pouvoir d'entre les mains de ces grands groupes capitalistes qui conduisent la planète à la catastrophe.

Sophie Gargan

Lycées professionnels : livrer des apprentis au patronat

Parallèlement à la loi intitulée Pour la liberté de choisir son avenir, dont un des volets concerne le développement de l'apprentissage, le gouvernement prépare pour 2019 une réforme du lycée professionnel.

Ce projet s'apparente à un véritable plan social, avec des centaines de suppressions de postes à la clé. Avec les enseignants contractuels, qui comme dans tous les secteurs servent de variable d'ajustement, et les départs en retraite non remplacés, le ministère espère adoucir le choc.

Selon des informations qui restent floues, la réforme modifierait les volumes horaires des élèves

en baccalauréat professionnel: l'équivalent de huit semaines de cours disparaîtrait. De même, les élèves de CAP perdraient entre deux et huit semaines de cours selon l'année et la filière. Les enseignants de gestion-administration seraient particulièrement touchés, avec la disparition de la moitié des classes.

La préparation au baccalauréat, passée déjà à trois ans au lieu de quatre il y a

quelques années, l'augmentation du nombre d'élèves par classe, le regroupement de spécialités différentes dans tous les enseignements lorsque cela est possible, tout cela a déjà réduit le nombre de postes d'enseignants. Il s'agit donc là d'une nouvelle étape.

Cette réforme vise à permettre au patronat d'avoir davantage la main sur la formation professionnelle, en créant des formations à la demande des patrons en fonction de leurs besoins dans chaque zone et en permettant de valider des compétences et non plus des diplômes.

Par ailleurs, alors qu'il existe des grilles de salaire fixées dans des conventions collectives, elles-mêmes se référant à des diplômes, la réforme serait un outil supplémentaire pour permettre aux patrons de s'affranchir des règles et d'individualiser les rémunérations.

Il est envisagé que les élèves de lycée professionnel puissent passer de l'apprentissage à la formation continue en cours d'année, à la fois pour fournir le patronat en jeunes à exploiter et pour lui permettre de les sélectionner.

Bien sûr, cette réforme ne sort pas de nulle part.

Cela fait des années que les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, cherchent à la fois à faire des économies sur la formation et à livrer au patronat des jeunes plus opérationnels, plus adaptés au bassin d'emploi.

Pour l'instant, le personnel découvre le projet et en discute. Chacun se souvient qu'en 2000 la réforme du ministre de l'Éducation nationale Allègre, qui voulait annualiser le temps de travail des enseignants des lycées professionnels, avait provoqué un mouvement important.

Inès Rabah

Aquarius: les migrants victimes d'une politique ignoble

Après avoir été secourus par l'Aquarius au large des côtes libyennes dans la nuit du 9 juin, 629 migrants sont restés sur le navire de Médecins sans frontières pendant plusieurs jours sans savoir où ils allaient échouer. Salvini, le ministre de l'Intérieur italien, avait en effet interdit au bateau l'accès aux ports du pays.

Pour Salvini, dirigeant du parti d'extrême droite La Ligue, il s'agit de mettre en scène ses premiers actes de ministre, capable de « fermer les ports », représentant « l'Italie qui dit non » et osant dénoncer l'action des ONG comme un « business de l'immigration ». Il se veut encore plus intransigent et radical contre les migrants que son prédécesseur, Minniti. Celui-ci, pourtant membre du Parti démocrate de centre-gauche, avait passé des accords avec les représentants des autorités de la Libye, mais aussi avec les bandes armées

mafieuses qui se partagent le pouvoir dans ce pays, pour diminuer le flux de migrants parvenant en Italie.

Salvini ne fait pas autre chose, en y ajoutant des propos xénophobes et des coups d'éclat comme celui contre l'Aquarius, susceptibles de plaire à l'électorat de son parti, plus ouvertement raciste. Il peut d'autant plus jouer sur le registre nationaliste et déclarer que son pays refusera désormais de courber l'échine, que les membres de l'Union européenne, y compris les plus riches, laissent l'Italie gérer seule l'afflux de

migrants sur ses côtes.

Le gouvernement français, qui s'était engagé à accueillir 19 700 migrants – nombre ridiculement faible – n'en a même pas accueilli le tiers ! Avec son arsenal répressif encore plus dur contre les migrants et ceux qui les aident, ses forces de police déployées pour fermer le plus hermétiquement possible le passage des Alpes, Macron a encore le culot de donner des leçons de vertu. Il a accusé le gouvernement italien de mener une politique « cynique et irresponsable ».

Malte, interpellé par Salvini car étant le territoire le plus proche du navire avec l'Italie, a refusé de prendre en charge les passagers de l'Aquarius. Les autorités de l'île ont fait valoir que, le sauvetage ayant eu lieu dans les

eaux territoriales libyennes, ils dépendaient juridiquement de l'Italie. Macron, lui, a assuré que l'Aquarius aurait pu accoster en France... si seulement il avait été plus près de ses côtes ! Le dirigeant nationaliste de l'Assemblée de Corse, Simeoni, l'avait pris de vitesse, en proposant que le navire accoste dans un des ports de l'île. Il aura au moins eu l'honnêteté de reconnaître, dans ce concert d'hypocrisie, qu'il était autant motivé par des considérations humanitaires que politiques, voulant montrer que la Corse jouait un rôle indépendant en Méditerranée. Après quoi la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a encore trouvé le moyen de dire, au mépris de la géographie, que les côtes espagnoles étaient plus proches pour l'Aquarius que les côtes françaises !

Finalement, le gouvernement espagnol fraîchement nommé ayant proposé d'accueillir les migrants à Valence, le gouvernement italien a consenti à ravitailler l'Aquarius et à envoyer deux de ses navires garde-côtes pour répartir les passagers et leur permettre d'affronter ces quatre jours supplémentaires de mer dans des conditions un peu moins précaires.

Parmi les dirigeants de la riche Europe, dont la politique impérialiste est à l'origine des conflits et de la misère que fuient ces migrants, l'indécence d'un Macron le dispute à la bassesse d'un Salvini. Les premiers à en faire les frais sont bien sûr les centaines de migrants parqués sur l'Aquarius. Paniqués à l'idée d'être renvoyés vers la Libye et ses camps de concentration, où le travail forcé et la torture font partie du quotidien, certains des passagers ont menacé de se jeter à l'eau.

Créées et multipliées par la barbarie et le chaos que l'impérialisme engendre sur toute la planète, les centaines de milliers de personnes contraintes à l'exil ne sont pas un fardeau insurmontable pour l'Europe. Forte de ses 500 millions d'habitants, concentrant une bonne partie des richesses de la planète, celle-ci pourrait les accueillir sans drame ni crise. Les dirigeants des puissances européennes s'y refusent, préférant céder à la pression raciste et xénophobe et voulant se montrer implacables envers les plus désespérés.

Nadia Cantale



L'Aquarius, au secours de migrants, en janvier.

Maroc: boycott contre la vie chère

Depuis un mois et demi, de nombreux Marocains boycottent les produits de consommation courante de trois entreprises qui, en situation de quasi-monopole et liées à la monarchie, imposent des prix toujours plus élevés aux consommateurs.

Le boycott touche d'abord la compagnie de distribution de carburant Afriquia, dont le propriétaire est Aziz Akhannouch, un milliardaire proche du roi, dirigeant d'un parti politique et ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Elle concerne aussi l'eau minérale Sidi Ali, appartenant à l'ex-dirigeante du syndicat des patrons, et le lait de Centrale Danone, filiale du trust international du même nom rachetée il y a quelques années au holding royal SNI.

Suivi dans différentes couches de la population, allant des milieux populaires aux classes moyennes, ce boycott témoigne du

mécontentement croissant face à la vie de plus en plus chère. Les tarifs des carburants en particulier ont explosé depuis la libéralisation des prix de ce secteur en 2015, avec une augmentation des marges qui atteindrait 300%. Ils ont même dépassé en janvier la barre symbolique des 10 dirhams (0,90 euro) pour un litre alors que le salaire minimum est de 240 euros par mois.

Pour le moment, seule l'entreprise Centrale Danone reconnaît l'impact du boycott sur son chiffre d'affaires, qui aurait diminué de moitié depuis janvier, avec une perte estimée à 13,5 millions d'euros. Mais plutôt que de

diminuer ses prix, plus élevés qu'en France en proportion des salaires marocains, elle s'en prend aux 6 000 ouvriers de ses usines et aux 120 000 agriculteurs qui lui vendent leur lait. Elle a mis à la porte 900 intérimaires et a décidé de réduire de 30% les quantités de lait collectées.

De son côté, le gouvernement n'intervient pas contre la hausse des prix et se positionne évidemment du côté des entreprises visées par le boycott. Mais cette position n'est pas toujours facile à tenir... Un ministre a dû démissionner après avoir pris part à la manifestation de salariés orchestrée par la direction de Centrale Danone contre le boycott : il lui a été reproché de soutenir une entreprise étrangère, un geste considéré par ses pairs comme assez peu patriotique !

Ce boycott est bien suivi

aussi parce qu'il permet d'exprimer un mécontentement largement partagé sans risquer d'être arrêté et jeté en prison car, aujourd'hui au Maroc, il ne fait pas bon manifester pour revendiquer des choses aussi élémentaires que du travail, des hôpitaux et des écoles, des prix des produits de première nécessité permettant de vivre. Les habitants d'Al-Hoceima dans le

Rif et les mineurs révoltés de Jerada ont payé leurs manifestations par des centaines d'arrestations. Les procès des manifestants d'Al-Hoceima sont toujours en cours, plus d'un an après leur arrestation. Mais cette répression ne réussira pas éternellement à étouffer les protestations contre la rapacité des capitalistes.

Valérie Fontaine



#boycottez

Trump - Kim Jong-un : une rencontre symbolique et après ?

Mardi 12 juin, prétendument en terrain neutre, à Singapour, le dirigeant des États-Unis, Donald Trump, a serré la main du dirigeant de la Corée du Nord, Kim Jong-un. Cela n'était jamais arrivé entre chefs d'État de ces deux pays. Mais, au-delà du geste, presque rien de concret n'est sorti de cette rencontre, en tout cas officiellement.

La déclaration commune est très courte et ne comporte quasiment aucun engagement. Il y est essentiellement dit que « la Corée du Nord s'engage à travailler à une complète dénucléarisation de la péninsule coréenne » et que les deux pays « associeront leurs efforts pour bâtir un régime de paix durable et stable dans la péninsule ». Dans une conférence de presse qui a suivi, le président américain a rappelé que les sanctions imposées à la Corée du Nord ne cesseront que lorsque « la menace nucléaire sera complètement abandonnée ». Il n'a pas annoncé le retrait des 25 000 soldats américains présents en Corée du Sud, mais a seulement dit qu'il mettrait fin aux exercices militaires organisés avec ce pays.

On voit bien quels avantages Trump tire de la situation présente, imposant le leadership américain sur l'Asie du Nord aux autres protagonistes régionaux que sont la Chine, le Japon et la

Russie. Rien ne garantit pour autant qu'il fera durablement le choix de rapports pacifiés avec la Corée du Nord.

En 1945, à peine sortie de près de quarante ans de colonisation par le Japon, la Corée a immédiatement été partagée en deux zones d'influence : celle des États-Unis au sud et celle de l'URSS au nord. Au sud, l'impérialisme américain matait les révoltes sociales en s'appuyant sur les anciens collaborateurs des colonisateurs japonais. Au nord, les militants nationalistes, à la tête desquels allait se retrouver rapidement Kim Il-sung, le grand-père de Kim Jong-un, mettaient en place une réforme agraire. En 1950, le discrédit du régime fantoche du Sud poussa ces nationalistes du Nord à tenter de réunifier l'ensemble du pays en menant une offensive militaire.

Celle-ci contraignit les troupes du Sud à se regrouper dans une enclave tout au sud du pays. Mais l'intervention

militaire des États-Unis, une des plus importantes de la guerre froide, inversa le rapport des forces. Puis la Chine de Mao intervint elle aussi dans le conflit, du côté du Nord. Après trois années d'une guerre qui fit près de deux millions de victimes et dévasta toute la péninsule, celle-ci fut à nouveau partagée. Les États-Unis soutinrent alors militairement et financièrement une série de dictatures militaires au sud et organisèrent un embargo quasi total du Nord. Depuis 1953, l'isolement de la Corée du Nord est d'abord le fait de ce blocus américain, qui a duré encore plus longtemps que celui imposé par ce même impérialisme à un autre régime qui lui tenait tête, celui de Castro à Cuba.

La course à l'armement nucléaire dans laquelle le régime dictatorial nord-coréen s'est lancé depuis plusieurs dizaines d'années a été à la fois une sorte d'assurance-vie pour tenter de dissuader toute intervention militaire à son encontre et un moyen de négociation. Il y a dix ans, en contrepartie d'un arrêt de son programme nucléaire, le régime avait réussi à obtenir une levée très partielle des sanctions de l'ONU. Cette fois-ci, les rodomontades



guerrières de Kim Jong-un, attisées par les répliques de Trump, avaient encore pour objectif d'arriver à une négociation.

Qu'est-ce que Kim Jong-un obtiendra vraiment de Donald Trump ? La Chine et la Corée du Sud seraient intéressées par un relâchement des sanctions économiques à l'encontre du Nord, qui possède des matières premières et une main-d'œuvre qualifiée très bon marché. Même dans ce cas, cela ne s'accompagnerait pas nécessairement d'une liberté de déplacement pour les populations du Nord, ni même pour celles du Sud qui souhaiteraient se

rendre au Nord. Même la suppression de cette frontière hermétique qui sépare tout un peuple en deux est loin d'être à l'ordre du jour.

En fait, rien ne dit que les États-Unis souhaitent aller au-delà de quelques gestes de façade. Ils sont prêts aux revirements diplomatiques les plus brutaux, comme Trump le montre parfaitement. Quant à les justifier, ils ont toujours su le faire en en rendant responsable la Corée du Nord, qu'ils contribuent à maintenir depuis tant d'années dans le sous-développement, voire la misère.

Pierre Royan

Jordanie : la population refuse de payer

À l'annonce d'une réforme des impôts faite par le Premier ministre jordanien, d'importantes manifestations ont eu lieu début juin à Amman et dans d'autres villes du pays, durant une semaine. Elles ont fait reculer le gouvernement.

Fin mai, le Premier ministre du roi Abdallah annonçait une réforme fiscale qui entraînait une augmentation du montant des impôts pouvant aller de 5 à 25 % et rendant imposables les personnes ayant un salaire annuel supérieur à 8 000 dinars (environ 9 700 euros). Cette réforme avait été préconisée par le Fonds monétaire international, en échange d'un prêt de 723 millions de dollars. L'annonce de cette réforme fiscale s'ajoutait à une série de hausses des prix, du pain et d'autres produits de première nécessité, de l'électricité, des loyers, de l'essence, des frais d'école, qui s'accroissent depuis des mois.

Les syndicats et associations professionnelles ont alors appelé à une manifestation le soir dans les

principales villes du pays. À Amman, plus de 5 000 personnes se sont rassemblées devant les bâtiments gouvernementaux. Bien que dispersées par la police et les gaz lacrymogènes, les manifestations se sont répétées pendant plusieurs nuits. Les manifestants reprenaient des slogans tels que : « Celui qui augmente le pain cherche à enflammer le pays », ou encore « Nous sommes le peuple, nous sommes la ligne rouge » ainsi que « Pain, liberté et justice sociale ».

Parmi les manifestants se trouvaient des professions libérales aussi bien que des enseignants, fonctionnaires ou commerçants. Tous refusaient de faire les frais des engagements du gouvernement auprès des banques et du FMI et de voir leur impôt

sur le revenu augmenter. Mais ils étaient soutenus aussi par les travailleurs et chômeurs plus pauvres, touchés de plein fouet par les récentes taxes renchérisant le pain et les autres produits, dans ce pays où le taux de chômage officiel est de 18,5 %, le taux de pauvreté de 20 % et le salaire minimum seulement de 310 dollars par mois.

Lundi 4 juin, le Premier ministre démissionnait et,

tandis que le nouveau chef du gouvernement annonçait qu'il retirait la réforme fiscale, les syndicats maintenaient leur appel à la grève pour le mercredi 6 juin. De nombreux commerces sont alors restés fermés, des rassemblements d'hospitaliers et de fonctionnaires ont eu lieu dans la journée. Le 11 juin, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Koweït annonçaient une aide

de 2,5 milliards de dollars au total, motivés disaient-ils par des liens fraternels étroits avec la Jordanie, en fait surtout par la volonté de tenter d'étouffer dans l'œuf une agitation sociale qui pouvait être contagieuse. Reste que la population jordanienne a réussi à imposer au gouvernement un recul dans sa tentative de racket au profit des banques internationales.

Gaëlle Régent



Dans les rues d'Amman.

TVA : un prélèvement sur les classes populaires

S'adressant aux parlementaires le 7 juin, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a indiqué qu'il souhaitait mettre fin aux taux réduits de TVA.

Il vise les taux de 5,5% pour la rénovation énergétique des logements et de 10% pour leur rénovation générale. Le transport de voyageurs et certains loisirs culturels pourraient aussi être touchés. Ces taux réduits sont appliqués depuis une vingtaine d'années.

Le taux de 5,5% pour la restauration est aussi en question. Le Maire prétend s'appuyer sur des rapports officiels qui disent que cette mesure, accordée sous Sarkozy dont Le Maire était

ministre, n'aurait pas rempli ses objectifs. Il est vrai que les additions n'avaient guère baissé dans les restaurants et que les restaurateurs n'avaient presque pas embauché, contrairement à ce que leurs représentants avaient promis.

L'objectif réel de ces taux réduits était de faire un cadeau aux entreprises de ces secteurs. Au moment de l'introduction des taux réduits, elles ont eu toute liberté de continuer à faire payer les prix habituels à leurs clients, tout en versant

moins de TVA à l'État ; la différence gonflant leurs bénéfices. Les restaurateurs auraient ainsi empoché au total 1,5 milliard d'euros par an.

En revanche, si ces taux de TVA remontent au niveau du taux général de 20%, on peut être sûr que les prix augmenteront en conséquence. Les clients se verront ainsi encore plus taxés par l'État qui en espère des milliards de rentrées supplémentaires.

Évidemment tout cela entre en contradiction avec les multiples déclarations gouvernementales affirmant qu'il n'y aura pas de hausse d'impôts. La démagogie se heurte là à la

nécessité budgétaire. Ce que l'État dépense, par exemple en cadeaux aux grandes entreprises – 21 milliards rien que pour le CICE l'an dernier – et en armement ou interventions militaires, il faut le financer et donc le chercher dans les poches de la population. D'autant plus que pour les riches, l'impôt sur la fortune (ISF) vient d'être quasiment supprimé.

Après avoir augmenté la CSG, le gouvernement prépare aussi la suppression d'un autre jour férié, imposant aux travailleurs de financer encore plus la dépendance des personnes âgées sous couvert d'une deuxième « journée de solidarité ».

Pour justifier ces ponctions Macron et ses ministres jouent sur les mots puisque, formellement, ce sont les taxes qui augmentent et pas les impôts. Or la TVA, qui est un impôt indirect pesant proportionnellement plus sur les classes populaires que sur la bourgeoisie, a fait rentrer 152,8 milliards d'euros dans les caisses de l'État l'an dernier, soit presque 53% de ses recettes. C'est deux fois plus que l'impôt sur le revenu.

Augmenter la TVA serait donc dans la droite ligne de la politique antiouvrière de ce gouvernement : prendre aux travailleurs pour donner aux capitalistes.

Lucien Détroit

Martinique : des moyens pour la santé!

En Martinique, les 11, 12 et 13 juin ont été marqués par des grèves et manifestations exigeant les moyens indispensables à la santé publique. Lundi 11 à 8 heures, pour montrer leur adhésion à la mobilisation, environ 300 agents du CHUM (Centre hospitalier universitaire de la Martinique) sont sortis du site de PZQ (Pierre Zobda Quitmann) et de celui de la MFME (Maison de la femme, de la mère et de l'enfant).

La mobilisation a lieu à l'initiative du collectif CHUM Douvan Douvan, regroupant des médecins, des cadres supérieurs, des agents hospitaliers non médicaux, des représentants d'associations de malades, des organisations syndicales et de l'association Sauveons la santé en Martinique. Les organisations syndicales, CGTM et CDMT ont appelé à une grève intersectorielle reconductible à partir du mardi 12 juin. Le mouvement est également relayé par l'association des maires qui a appelé les élus, les salariés et la population à rejoindre la manifestation du 12 juin à Fort-de-France. L'inter-syndicale des transporteurs de matières dangereuses a elle aussi adressé un communiqué à la presse pour faire part de son soutien au mouvement « pour l'équité des soins avec le reste du territoire national ».

Depuis des mois, la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, et le gouvernement Philippe restent muets face aux difficultés de fonctionnement du CHUM. Ces difficultés sont dues en grande partie au manque

de moyens chronique dérivant de la politique gouvernementale orientée vers les cadeaux aux plus riches.

Suite à la dernière rencontre qu'ils ont eue au ministère de la Santé le 16 mai dernier, les membres du collectif CHUM Douvan Douvan annonçaient que « l'essentiel des revendications n'a pas été satisfait ». Il faut une trésorerie d'au moins 50 millions d'euros pour le paiement des fournisseurs, l'achat de petit matériel quotidien et pour une prise en charge correcte des usagers. De façon extrêmement méprisante, tant vis-à-vis des agents et du corps médical qui s'épuisent dans des conditions de travail lamentables, que vis-à-vis des patients qui ne bénéficient plus de prises en charge correctes, le gouvernement laisse la situation pourrir.

Le collectif et les syndicats réclament notamment une aide immédiate pour « assurer la dignité des conditions d'accueil et les investissements indispensables pour la mise en œuvre du projet d'établissement ». Ils réclament aussi la prise en compte pérenne des « surcoûts venant de

l'éloignement géographique » (7 000 km) des laboratoires pharmaceutiques ou autres entreprises vendant des appareils médicaux et du matériel. Ces surcoûts, évalués à plusieurs dizaines de millions d'euros, s'ajoutent chaque année aux déficits budgétaires venant du mode de financement des hôpitaux publics en fonction de leur activité (tarification à l'activité) comme en France hexagonale. Ils plombent un peu plus les budgets des hôpitaux de Martinique et des DOM en général.

L'heure est à la mobilisation pour obtenir satisfaction sur ces revendications essentielles. Lundi 11 juin, les salariés devaient sortir de leur entreprise à 8 heures durant un quart d'heure, avec au même moment un concert de klaxons et de sirènes. Mardi 12 juin, jour de la grève intersectorielle, un rassemblement était prévu devant la Maison des syndicats, suivi d'une manifestation et d'un sitting devant la préfecture. Et mercredi 13 juin, les maires annonçaient une opération « ville morte » dans les communes.

Ces journées de grève et de mobilisations ne suffiront pas, à elles seules, à contraindre ce gouvernement au service des riches à modifier sa politique y compris sur les problèmes de santé publique. Il faudra les renouveler et amplifier encore des manifestations de ce type pour que la force des travailleurs se déploie.

Néanmoins, ces derniers auront montré qu'ils sont décidés à se faire entendre et qu'ils exigent, avec toute la population, le respect et des moyens pour la santé publique.

Combat ouvrier (Antilles – UCI) a appelé ses militants et sympathisants à participer aux mobilisations

pour exiger des moyens pour les hôpitaux et la santé en général. Il a invité l'ensemble des travailleurs à se saisir de ces mobilisations pour mettre en avant leurs propres revendications dans les entreprises et pour faire de cette grève un succès.

Marianne Tibus



Le rassemblement des agents du CHUM, le 11 juin.



Manœuvres contre la grève et résistance ouvrière

Les accords de Grenelle, conclus le 27 mai 1968 entre syndicats et gouvernement, ne purent convaincre les travailleurs de retourner au travail.

Les appareils de la CGT et du PCF décidèrent alors de ne pas s'opposer de front à la volonté de lutte des travailleurs, en les laissant continuer la grève, mais sans chercher en aucune façon à imposer de nouvelles concessions aux patrons et au gouvernement. Trois jours plus tard, le 30 mai, le discours de De Gaulle annonçant qu'il restait à la barre et que des nouvelles élections législatives auraient lieu fin juin changea quelque peu la donne.

Tout pour la reprise

Cette fois, les deux appareils reprirent clairement leur rôle de gardiens de l'ordre social et allaient mettre tout leur poids dans la balance pour mettre fin à la grève. Krasucki, le numéro deux de la CGT, donnait le ton dès le 4 juin : « Les travailleurs n'ont aucune raison de prolonger une grève sans motifs. Les travailleurs qui ont obtenu satisfaction décideront la reprise du travail en bon ordre. » Pour Krasucki, cette « satisfaction » c'était, en tout et pour tout, le contenu des accords de Grenelle.

La collaboration à peine

cachée entre le gouvernement et la CGT et le PCF s'engageait pour obtenir la reprise du travail. Vis-à-vis des militants, le prétexte avancé était qu'il fallait désormais préparer les élections pour mettre la gauche au pouvoir. Mais cet argument n'était pas très convaincant pour la masse des travailleurs. À partir de là, tous les moyens, les mensonges, la calomnie, les manœuvres en tout genre se déployèrent pour arracher la fin de la grève et la reprise du travail.

La première étape, menée conjointement par la CGT et le gouvernement, fut de mettre fin au blocage des raffineries, pour faire livrer l'essence aux stations-service, à sec jusque-là, et envoyer le maximum de gens sur les routes, histoire de montrer que la grève c'était du passé. La deuxième étape fut la remise en marche, à partir du 4 juin, des transports en commun, SNCF et RATP, sous la pression maximum de la CGT. Les responsables CGT tablèrent sur l'isolement des dépôts les uns par rapport aux autres et sur l'absence de contrôle des

travailleurs sur la conduite de leur grève, pour obtenir la reprise à l'aide d'un mensonge grossier, déclarant aux travailleurs de chaque dépôt que les autres avaient déjà voté la reprise et qu'ils ne pouvaient donc pas continuer tout seuls.

La résistance ouvrière

Dans des entreprises où les travailleurs se montraient trop réticents à reprendre, la CGT pouvait se retirer de la grève et laisser les CRS envahir l'usine, y compris à l'aide de bulldozers, comme ils le firent à l'usine Roussel-Uclaf de Romainville, pour rétablir ce que le gouvernement appelait la « liberté du travail ».

Cette tactique, où la CGT appelait à la reprise et stigmatisait les « aventuristes gauchistes » en laissant ensuite la place aux CRS et gardes mobiles, fut marquée par deux tragédies.

À l'usine Renault de Flins, à partir du 6 juin, les CRS intervinrent contre les milliers d'ouvriers grévistes et ceux qui les soutenaient, dont une bonne partie de la population ouvrière de la région, menant une véritable chasse à l'homme à travers les champs alentour. Les victimes ouvrières et leurs soutiens étaient insultés dans *L'Humanité*. Ces affrontements aboutirent le 10 juin à ce qu'un jeune militant maoïste meure noyé dans la Seine.

En même temps, dans la plus grande usine du pays, à Peugeot Sochaux, la CGT, conjointement avec la direction, œuvrait pour faire reprendre le travail. Les travailleurs ne se laissant pas faire, elle organisa une manifestation à Montbéliard, pour les faire sortir de l'usine qu'ils occupaient et permettre à la direction d'en fermer les portes. Mais, les travailleurs l'ayant réinvestie, dans la nuit du lundi 11 juin, des milliers de CRS et gardes mobiles partirent à l'assaut de l'usine. Les ouvriers ne reculèrent pas et se défendirent pied à pied. Il y eut deux morts ouvriers, l'un tué par balle, et l'autre ayant reçu une grenade qui le fit tomber du haut d'un mur. La réaction de colère de toute la population ouvrière de la région fit que le gouvernement donna



Flins juin 1968, les CRS envoyés pour faire cesser la grève.

l'ordre de repli aux CRS, dont les cars étaient arrosés de pavés dans tous les villages où ils passaient. La direction, en urgence, signa un accord de fin de grève avec la CGT.

Le 12 juin au soir, l'Unef appela à des manifestations pour protester contre ces trois morts, victimes de la répression policière. À Paris, des dizaines de milliers de manifestants se rassemblèrent encore, mais immédiatement, sur ordre du gouvernement qui se sentait le vent en poupe, CRS, forces spéciales de la préfecture et gardes mobiles chargèrent avec la plus grande violence. Les affrontements se poursuivirent toute la nuit. Au matin, le gouvernement, au nom de la défense de l'ordre républicain, décréta la dissolution de toutes les organisations d'extrême gauche sans exception, réutilisant un décret de dissolution des ligues fascistes utilisé par le gouvernement de Front populaire en 1936.

La grève continue

Cependant, le 10 juin, on comptait encore 3,2 millions de grévistes dans le pays. La grève se prolongea au-delà de la mi-juin dans certaines entreprises, là où les travailleurs ne voulaient pas lâcher. Car, partout, des minorités importantes s'opposaient à la reprise du travail et à la liquidation de la grève prônée par les bureaucrates syndicaux. Des augmentations de 15, voire 20 % furent arrachées çà et là.

En tout cas, les travailleurs les plus combattifs purent voir et juger ce qu'était la politique de collaboration de classes du PCF et de la CGT.

Comme on pouvait s'y attendre, le mouvement apparaissant vaincu, les élections qui suivirent se traduisirent par un raz de marée du parti gaulliste et de la droite. Mais, même si les appareils avaient pu mettre fin à la grève, les travailleurs avaient repris conscience de leur force et le patronat lui aussi en avait bien conscience. Dans les mois et les années qui suivirent Mai-Juin 68, il y eut de très nombreuses grèves. Cette combativité retrouvée, ce nouveau rapport de force amenèrent dans les quatre ans qui suivirent des augmentations de salaire conséquentes, supérieures à celles obtenues en mai. Ils firent aussi que le patronat accorda nombre de concessions sur lesquelles les gouvernements successifs allaient mettre longtemps à revenir.

Enfin, des dizaines de milliers de jeunes travailleurs, et aussi de moins jeunes, de militants ouvriers écœurés par la politique du PCF et de la CGT, regardaient du côté des révolutionnaires, espérant voir naître un parti représentant vraiment leurs aspirations. Malheureusement, l'occasion allait être gâchée. Le problème de la création d'un véritable parti révolutionnaire reste entier aujourd'hui.

Paul Sorel

**PEUGEOT
PATRONS
POLICE
2MORTS**

Succès du 12 juin et manœuvres syndicales

Les 12 et 13 juin, la grève des cheminots tenait toujours bon, après deux mois et demi. Le 12 juin, baptisé « journée de la colère cheminote », la participation à la grève remontait partout. Hormis la journée du 14 mai, « journée sans cheminot » qui avait retrouvé de façon exceptionnelle les chiffres du début de la grève, c'était la plus importante journée depuis plusieurs semaines.

D'après les chiffres de la direction de la SNCF, alors que le pourcentage de grévistes, tous collèges confondus, oscillait entre 13,7 % et 15,5 % depuis un mois, il est remonté à 17,7 %. Il était de 26,6 % à l'exécution, de 53,4 % chez les conducteurs, et de 45,5 % chez les contrôleurs, partout en progression sur les précédentes journées. La participation aux assemblées progressait elle aussi, même si seule une minorité de grévistes y participe.

La poursuite de la grève a tout d'abord une signification politique : l'opération de diversion autour de la reprise par l'État de 35 milliards de dette ou au sujet des amendements du Sénat a fait chou blanc. Et pour cause : le transfert des cheminots au privé, sous menace de licenciement, est

confirmé. Le droit au retour à la SNCF dans un délai de trois à huit ans ne serait possible qu'en cas de poste vacant, c'est-à-dire au bon vouloir de la SNCF, certainement pas des cheminots.

D'autre part, pas plus que celui de l'Assemblée, le vote du pacte ferroviaire par le Sénat n'a démobilisé les grévistes : qui attendait autre chose de ces assemblées de notables, grassement payés et féroce ment antiouvriers ? Dans de nombreuses assemblées, ils évoquaient déjà la poursuite de la grève après le 28 juin, dernier jour du calendrier décidé par l'intersyndicale. Et la journée du 12 a été marquée par des manifestations et des actions souvent dynamiques.

Début de lâchage de la CFDT ?

Dans l'après-midi du



Les cheminots regroupés sur le parvis de la Défense le 12 juin.

12 juin la CFDT cheminots, surtout présente chez les agents de conduite, annonçait qu'elle appelait « les cheminots à assurer le service des trains du quotidien pour les dates du 18 et 22 juin 2018 afin de permettre le bon acheminement des lycéens sur leurs lieux d'examen » et donc à suspendre la grève dans les RER et TER pendant la semaine du baccalauréat.

Si la CFDT n'annonce donc pas encore son retrait du mouvement, c'est évidemment un pas dans cette direction. En effet, la responsabilité vis-à-vis des lycéens est pure mauvaise foi. Tout d'abord parce que Pepy, le PDG de la SNCF, s'est fait fort d'assurer, sans avoir besoin du renfort de la CFDT, que « chaque lycéen arriverait à l'heure » avec son plan « SNCF Exam ». Alors qu'il s'en débrouille ! Et surtout, c'est entièrement le gouvernement qui porte la responsabilité de

la grève, en aucun cas les cheminots qui ne font que défendre leurs emplois et leurs conditions de travail !

En fait, le bac n'est qu'un prétexte pour la CFDT. Son souci est d'amorcer son retrait sans se mettre en porte-à-faux vis-à-vis des grévistes et de son propre milieu, alors que le pacte ferroviaire est unanimement refusé par les cheminots. Et dans le même communiqué, elle est obligée de reconnaître que « ni le patronat ni la direction de la SNCF [...] n'ont rien proposé à ce jour de nature à faire cesser les mouvements. »

Manœuvres syndicales

L'absence de concessions justifiant une sortie de grève est d'ailleurs le souci de l'ensemble des directions syndicales. Rien n'a été concédé sur le pacte ferroviaire. Elles réclamaient

que soient abordées simultanément les négociations pour la convention collective du ferroviaire, mais cela n'a pas été le cas, le patronat du secteur préférant jouer la montre et ne pas dévoiler ses projets pendant la grève. Elles ont ensuite demandé que le gouvernement s'engage et pilote les négociations qui doivent s'ouvrir vendredi 15 juin avec l'UTP, le patronat du ferroviaire, mais il ne s'est engagé qu'à dépêcher un observateur pour cette « ultime réunion tripartite » selon les mots de la ministre, Elisabeth Borne.

L'intersyndicale devait donc se réunir à nouveau le 13 juin. Quels que soient les calculs d'appareils, c'est l'unité et la détermination des grévistes qui seront vitales pour l'avenir du mouvement. Et le succès du 12 juin montre qu'il est bien vivant !

Christian Bernac

La colère des cheminots

Lyon

Le 12 juin, le taux de grévistes comme le nombre de participants aux assemblées étaient supérieurs aux journées précédentes. Quelque 400 cheminots se sont retrouvés avec des électriciens d'Enedis en grève, pour manifester dans le quartier de bureaux de la Part-Dieu. Auparavant, les cheminots avaient lâché des ballons portant des pancartes revendicatives.

Malgré le vote des parlementaires et l'ouverture des discussions sur la convention collective du ferroviaire, tous ceux qui

participent activement à la grève depuis plus de deux mois, en venant aux assemblées générales et aux actions organisées, n'ont pas l'intention de s'arrêter là. Ils discutent de la poursuite du mouvement en juillet.

Orléans-Les Aubrais

Il y a eu plus de 55 % de grévistes chez les conducteurs, 45 % chez les contrôleurs, et 22 % chez les aiguilleurs. 70 cheminots réunis en assemblée sont partis ensuite en manifestation devant le siège d'EDF où ils ont rencontré une quarantaine d'électriciens

qui débrayaient pour leur journée d'action. Le cortège est ensuite reparti avec des slogans tels que « cheminots en colère, on va pas se laisser faire » pour déposer plus de 200 pneus devant le siège local du Medef, avec des encouragements des automobilistes et des camionneurs.

Tours

Les conducteurs du fret sont très présents dans la grève, si bien que les céréaliers de la région Centre-Val-de-Loire ne parviennent pas à vider leurs silos avant la prochaine

récolte qui démarre dans trois semaines. Car pendant les périodes de travail, les conducteurs ont du mal à sortir plus de trois trains par jour, bien que les sillons Fret aient été déclarés prioritaires sur les TER. Ainsi, en avril, la coopérative céréalière Axéreal n'a pu charger que trente trains depuis le Cher au lieu de soixante habituellement.

Nantes

Accompagnés de travailleurs du public et du privé ainsi que de nombreux retraités, 300 cheminots de la région Pays de la Loire

ont manifesté de la gare au conseil régional pour demander des comptes à la présidente (LR) de région, qui ne cache pas son envie de voir privatiser le transport ferroviaire et fermer au passage plusieurs guichets TER.

Devant le refus qu'une simple délégation des manifestants soit reçue, un élu du conseil régional a été désigné « porté volontaire » pour les rencontrer. Là, des cheminots lui ont dit tout le mal qu'ils pensent des votes des députés de son parti à l'Assemblée nationale et au Sénat en faveur du pacte ferroviaire.



Devant le siège du Medef à Orléans.

Une manifestation dont M6 ne parlera pas !

Lundi 11 juin, des cheminots de plusieurs sites parisiens s'étaient donné rendez-vous devant le siège de M6 à Neuilly-sur-Seine.

La chaîne avait passé dans son émission Capital un reportage vantant la

réforme ferroviaire, sans bien sûr donner le point de vue des grévistes !

Bloqués par un rempart de CRS, les grévistes ont improvisé une manifestation sur toute la route jusqu'à l'Arche de La Défense, suivie d'un cortège

de camions de CRS. Après le rassemblement sous l'Arche, immortalisé par une photo de groupe, à 500 sur les marches, le cortège a pris la direction des Champs Élysées, avant d'être bloqué par les CRS.

Airbus - Blagnac: "Les salariés STTS sont inSATYSfaits !"

C'est le titre de l'une des banderoles des peintres SATYS-STTS, sous-traitant d'Airbus Blagnac, en région toulousaine, qui sont en grève à 100%. Ils réclament une augmentation du taux horaire de 2,50 euros brut, le treizième mois, des jours pour enfant malade, des tickets restaurants et des embauches.

Samedi 2 juin, le ras-le-bol a éclaté; les peintres en équipe de week-end ont décidé de partir en grève. Le lundi suivant, ils étaient rejoints par tous ceux de semaine, soit près de 150 peintres au total.

STTS comprend cinq salles de peinture sur le site AéroConstellation, deux salles où l'on peint les avions A320 et trois salles où l'on peint les Long Range (A330 et A350). Dans les salles A320, on accède à l'avion à partir de « docks »,

c'est-à-dire des échafaudages qu'il faut monter, descendre sans cesse. Dans les salles LR, on accède à l'avion à partir de nacelles; c'est un autre type de fatigue et il ne faut pas avoir le vertige. Si, depuis quelques années, cela va à peu près pour les équipements de protection individuelle tels que la tenue protectrice, le masque propre à la peinture ou au ponçage, ou la ventilation, là où ça ne va pas, c'est que le patron grignote sur tout le reste.

Déjà, il y a quatre ans, il avait voulu diminuer les pauses, qui sont d'une demi-heure de repos toutes les heures et demie de travail. Des travailleurs avaient fait grève et le patron avait dû reculer.

Aujourd'hui, comme dans la plupart des entreprises, la fréquence de la visite médicale est passée à deux ans.

Pourtant, ces travailleurs font un métier à haut risque: les peintures contiennent souvent des chromates qui sont cancérigènes; les solvants utilisés sont dangereux; les particules de poussière de métal ou autre produites suite à une opération de ponçage ou lors d'un décapage peuvent s'infiltrer partout...

Le pire, c'est les sous-effectif récurrent. Pour peindre un A350 par exemple, il faut dix jours avec des équipes de douze travailleurs bien souvent, ils ne sont que dix, voire huit! Pour un A320, il faut cinq jours et il arrive qu'ils ne soient que trois par équipe. De plus, Airbus demande que le cycle de peinture sur l'A350 soit encore réduit d'un jour.

Quant aux intérimaires à qui SATYS-STTS propose un salaire de 10,27 euros brut de l'heure à l'embauche, ils ne restent pas.

Pour le moment, la direction de SATYS-STTS fait la sourde oreille. Elle a proposé d'organiser des groupes de travail, puis le PDG est venu, soi-disant pour écouter. En fait, il joue la montre pour mieux protéger les

actionnaires. Car il a récemment su trouver de l'argent pour acheter une entreprise espagnole!

Les peintres, eux, essayent de populariser leur grève. Mercredi 6 juin, ils ont discuté avec les travailleurs d'Air France Services en filtrant les entrées. Le lendemain, ils ont distribué des tracts à Airbus, de même que le vendredi 8 à trois ronds-points où passaient de nombreux travailleurs.

Ayant planté leurs tentes et installé barbecue et terrain de foot sous les fenêtres du siège social, au fil des nuits et des jours, c'est avec détermination qu'ils attendaient la nouvelle réunion avec le patron, mardi 12 juin.

Correspondant LO

Enedis et GRDF - Lyon: des grévistes déterminés

Enedis, c'est l'ex-ERDF, filiale à 100% d'EDF, qui gère la distribution de l'électricité, quel que soit le fournisseur. Ses employés interviennent chez les clients, et aussi sur les lignes.

Le changement de nom a eu lieu en 2016, suite à la séparation d'avec GRDF, qui faisait la même chose pour le gaz. Jusqu'alors les employés intervenaient indifféremment pour le gaz ou l'électricité.

Aujourd'hui, dans tout le pays, environ 80 agences d'Enedis seraient en grève. Dans les cinq agences de la métropole de Lyon, depuis jeudi 7 juin, on compte 70 grévistes sur environ 150 salariés. Le piquet des grévistes s'est installé devant l'agence de Vénissieux, et ils se relaient en 3x8, en étant huit à quinze chaque

fois. Ils ont été rejoints dans la grève par les employés de GRDF de Saint-Fons.

Les grévistes ont assez des bas salaires: ils revendiquent une augmentation de 200 euros par mois. Ils en ont assez de l'augmentation de la charge de travail à cause des suppressions d'emplois: il faut faire toujours plus d'interventions dans une journée. Ils en ont assez des fermetures d'agences, pour la défense du service public de l'électricité. Ils dénoncent l'externalisation des activités à des sociétés sous-traitantes, comme par exemple l'entreprise Codice,

qui relève les compteurs et pose les compteurs Linky, et qui traite ses salariés « en dessous de tout ».

Craignant aussi de perdre leur statut, ils se retrouvent dans les revendications des cheminots. À Lyon, ils ont pris contact avec ceux du dépôt de Vénissieux, tout proche. Mardi 12 juin, journée de grève des cheminots, ils se sont retrouvés ensemble devant l'agence Enedis, avec aussi des délégations de différents sites de cheminots, à une centaine, puis ils ont manifesté dans la zone industrielle avec un arrêt devant Codice. Pour l'instant la direction ne négocie pas, alors la grève se poursuit.

Correspondant LO

Arsenal - Lorient: salariés du nettoyage en grève

À l'arsenal de Lorient, entreprise de 3000 travailleurs, vingt salariés d'une société sous-traitante, STPI, filiale de Veolia, font le nettoyage des bureaux, vestiaires et sanitaires...

Le donneur d'ordres, Naval Group (ex-DCNS), cherche à faire des économies sur le dos de tous les salariés, quelle que soit l'entreprise. Récemment, Naval Group a décidé de modifier son contrat avec STPI en divisant par deux la fréquence de nettoyage des bureaux. Aussitôt, la direction de STPI a modifié de façon importante les fiches de postes de la majorité de ses salariés, avec comme conséquence une augmentation de la quantité de travail de chacun et la suppression de deux emplois.

Mercredi 6 juin, les salariés se sont réunis à l'embauche pour signifier leur refus des projets de la direction. Après une heure de discussion infructueuse avec les chefs, les travailleurs ont décidé de ne pas prendre leurs nouveaux postes et une quinzaine d'entre eux ont voté la grève.

Après de nouvelles discussions sans résultat avec la direction de Naval Group, ils se sont adressés aux travailleurs de l'Arsenal en faisant signer une pétition de soutien et en expliquant leur situation. Le lendemain,

jeudi 7 juin, ils ont distribué un tract à l'ensemble des salariés aux portes de l'entreprise, puis sont allés au restaurant de l'arsenal, où mangent un millier de personnes. En deux jours, la pétition a rassemblé près d'un millier de signatures. Le vendredi matin, un nouveau tract appelant à un pique-nique de soutien a été distribué à l'une des portes de l'entreprise.

Entre-temps, la direction de STPI a proposé aux travailleurs de reprendre leurs anciens postes jusqu'au jeudi 14, où se tiendra une réunion qu'ils ont demandée depuis le début. Après réception des engagements écrits de la direction qui s'est aussi engagée à payer intégralement la journée du vendredi, ils ont voté la suspension de leur mouvement.

Les salariés de STPI ont en tout cas fait reculer leur direction, avec la sympathie et le soutien des salariés aussi bien de Naval Group que des entreprises sous-traitantes. Si leur direction ne ravale pas définitivement ses projets, ils ne comptent pas en rester là.

Correspondant LO



Ford – Blanquefort: 900 emplois menacés

Le 7 juin, Ford a annoncé la fermeture de l'usine FAI de Blanquefort, qui emploie encore 900 travailleurs. En fait, Ford a attendu pour faire cette annonce qu'expire l'accord-cadre passé avec les pouvoirs publics et lui rapportant des millions.

Ford ne recherche plus de repreneur. Il lance un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) dès juin pour une fermeture programmée fin 2019. Ce trust, qui a fait 7,6 milliards de dollars de bénéfice en 2017, juge plus rentable de priver de travail 900 salariés et, en fait, le triple en emplois induits sur

la région.

Ford veut parvenir à se désengager à moindres frais. Par la brutalité de son annonce, le trust espère abattre moralement les travailleurs du site et les convaincre que le PSE est une opportunité à saisir, car il assure que le «*plan social sera robuste*», avec

des départs en préretraite et des aides pour le reclassement. Ford fait aussi miroiter la possibilité pour moins d'une centaine de salariés d'être embauchés dans l'usine sœur, Getrag, située à proximité.

Quant à l'éventualité d'un repreneur, ce sont maintenant surtout le gouvernement et les politiciens locaux qui en parlent, disant qu'il y a des solutions et que toutes les voies n'ont pas été explorées. Tous conseillent aux travailleurs de ne pas

trop faire de bruit, pour ne pas gêner une éventuelle reprise. Mais les travailleurs de Ford, qui ont déjà vécu une reprise industrielle en 2008, sont bien placés pour savoir que ces montages industriels sont souvent pour les trusts une manière économique de sous-traiter les licenciements.

Dans cette guerre sociale menée par un patronat de combat, les travailleurs de Ford ne pourront compter que sur leur lutte. Du bruit, des mobilisations, ils

devront en faire. Quelles que soient les revendications qu'ils se donneront, le maintien des emplois, le fait que pas un travailleur ne se retrouve sur le carreau, ou l'obtention de primes de départ conséquentes, il leur faudra être déterminés. Et c'est auprès des autres travailleurs de la région qu'ils pourront trouver des alliés et du soutien.

Ford ne doit pas s'en tirer comme ça!

Correspondant LO

Eiffage – Angers: augmentez les salaires!

Vendredi 8 juin, à Angers, 25 ouvriers étaient en grève sur la quarantaine employée par Eiffage construction sur les chantiers de la nouvelle patinoire et de l'hôtel Quatuor. Cette grève à l'appel de la CGT, pour exiger une augmentation de 60 euros brut, était la sixième depuis le 23 avril.

Lors des dernières négociations annuelles obligatoires (NAO), la direction régionale d'Eiffage construction, basée à Nantes, n'a lâché que 1,7% d'augmentation. Sur la fiche de paye, cela donne une hausse dérisoire, en particulier au regard du quasi-gel des salaires imposé ces cinq dernières années. À cela s'ajoute le fait que, pendant la même période, les effectifs d'Eiffage construction dans le Maine-et-Loire sont passés de près de 140 à seulement

93 salariés. Moins d'ouvriers sur les chantiers, mais pas moins de travail, cela se traduit par une charge de travail plus lourde pour chacun. Eiffage a également de plus en plus recours à la sous-traitance, une autre manière d'accroître les profits, puisque les salaires y sont inférieurs et les salariés jetables en fin de chantier.

Vendredi 8 juin, la grève a été marquée par la jonction avec la mobilisation des cheminots d'Angers, en grève eux aussi ce jour-là. Les cheminots ont d'abord rejoint les ouvriers d'Eiffage sur leur piquet de grève, devant le chantier de l'hôtel, situé à deux pas de la gare. Puis ceux d'Eiffage ont suivi les cheminots jusqu'à leur local, où s'est tenu un barbecue collectif. Les uns et les autres ont dit leur satisfaction de se retrouver au coude à coude pour défendre

leurs droits, et la conviction que c'est bien par des luttes collectives ralliant tous les travailleurs, au-delà des différences professionnelles, qu'on pourra changer la donne.

Si la direction régionale d'Eiffage construction se permet pour l'instant de faire la sourde oreille, la multiplication des journées de grève, à chaque fois suivies par au moins la moitié des travailleurs, ralentit l'avancée des chantiers. Les travailleurs d'Eiffage sont déterminés à maintenir cette pression sur le patron, jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites. En 2017, le groupe Eiffage a réalisé un chiffre d'affaires de 15 milliards d'euros et le bénéfice net a bondi de 23%: en prenant sur les dividendes des actionnaires, il y a donc largement de quoi augmenter les salaires.

Correspondant LO

Crèches de Tours: en grève contre le sous-effectif



Mardi 7 juin, toutes les crèches et haltes-garderies de Tours étaient fermées. Dans la matinée, pendant plus de deux heures, plus de 250 salariés en grève, c'est-à-dire la quasi-totalité des effectifs, ont crié leur mécontentement dans la cour de la mairie, brandissant banderoles et pancartes, avec chansons, sifflets et percussions diverses.

Le manque criant de personnel dans toutes les structures a conduit à la multiplication des arrêts maladie et burn-out. Le taux d'encadrement légal pour de jeunes enfants allant de 10 semaines à 3 ans est déjà insuffisant. Il oblige à se cantonner aux activités de soins, d'entretien des locaux, au détriment des activités ludiques, pédagogiques et d'accueil des parents. Mais en plus, dans le nombre légal d'encadrants, l'agente chargée de l'entretien et la responsable de la structure sont comptées. Déjà bien occupées, elles doivent plusieurs fois par jour interrompre leurs tâches pour donner un coup de main dans les moments de tension, prenant autant de retard par rapport à leur propre travail.

Dans ces conditions, la

fatigue s'accumule, les arrêts maladie augmentent et, comme ils ne sont pas systématiquement remplacés, le problème ne fait que s'amplifier. Il est même arrivé que certaines structures restent fermées le matin, faute de personnel suffisant pour fonctionner.

Depuis des mois, voire des années, la municipalité faisait la sourde oreille. Pour elle, rien n'était urgent, elle n'était prodigue que de bonnes paroles. Eh bien, les salariés des crèches se sont donné les moyens de se faire entendre!

À la suite de leur mobilisation, quelques avancées ont été obtenues: quatre postes pour le ménage, quatre postes de polyvalents, un poste administratif, un poste de suppléant de direction, le maintien du poste d'éveil culturel dont la suppression était prévue, et du matériel pour le ménage...

On est loin encore de ce qu'il faudrait, c'est-à-dire au moins une personne supplémentaire par structure. Mais ces avancées sont à mettre au compte de la mobilisation. Et, comme l'a dit une des manifestantes, elles sauront remettre ça!

Correspondant LO



Hôpital du Rouvray : victoire pour les soignants

À l'hôpital psychiatrique du Rouvray, en Seine-Maritime, les soignants ont finalement obtenu satisfaction après trois mois d'une grève reconductible et 18 jours d'une grève de la faim suivie par huit salariés.

Ils demandaient la création de 52 postes pour pouvoir travailler dans des conditions décentes, alors que dans cet hôpital psychiatrique, le troisième plus grand du pays, la situation était devenue intenable pour les soignants et les patients. Leur lutte a finalement imposé la création de 30 postes et de deux unités spécialisées, pour les adolescents et les détenus.

Les grévistes dénonçaient

des conditions indignes de travail pour les soignants et d'hospitalisation pour les malades. Faute de personnel suffisant pour s'occuper d'eux, certains sont enfermés en permanence en chambre d'isolement, alors que leur pathologie ne le justifie absolument pas. Faute de place, des patients dorment sur des lits de camp dans des bureaux tout juste débarrassés de leurs meubles ou s'entassent à



JEROME LALLIER

quatre dans des chambres prévues pour trois. Il n'y a pas assez de personnel et donc pas assez de temps à consacrer à chacun de ces malades, qui ont pourtant besoin d'écoute et d'attention autant que de médicaments. Bien entendu il n'est plus question de sorties thérapeutiques à l'extérieur de l'hôpital. Comme le dit un gréviste : « On bourre nos patients de médicaments, on leur donne leur repas et basta. »

Depuis le début de leur

mouvement, l'Agence régionale de santé (ARS) avait d'abord osé répondre qu'elle ne pourrait au mieux proposer que... cinq postes et que le problème était d'abord et avant tout de redéployer le personnel. On avait déjà entendu Macron tenir ce genre de discours quand le 5 avril en visite au CHU de Rouen, il avait répondu à des soignants qui l'interpellaient qu'il « n'y a pas d'argent magique » et que le problème n'était pas une question de moyens mais juste de bonne

gestion!

Pour faire céder l'ARS et le ministère de la Santé, il a fallu que des soignants mettent leur vie en jeu, soutenus par la mobilisation de tout un hôpital et recevant la solidarité de nombreux travailleurs, dont des cheminots en grève. La victoire a été arrachée et la situation de l'hôpital du Rouvray étant celle de tous les hôpitaux du pays, elle devrait donner des idées à tous les soignants!

Cédric Duval

Hôpital de Laval : le personnel en colère

Vendredi 8 juin, le personnel du centre hospitalier de Laval, en Mayenne, était en grève. Plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées devant l'hôpital.

Cette grève n'est pas la première manifestation de leur mécontentement mais, ce vendredi, ils voulaient profiter de la visite du directeur de l'Agence régionale de santé (ARS) pour dire une fois de plus que chaque jour

le personnel et les malades subissent les conséquences directes des économies faites dans le secteur de la santé.

Dans ce centre hospitalier, plus de cent lits ont été fermés au cours des trois

dernières années, et dans le service pneumologie, il n'y a plus de médecin. Les locaux sont inadaptés, le manque de moyens et de personnel entraîne des conditions de travail inacceptables et des conditions d'accueil dégradées pour les usagers. L'hôpital de Laval est en souffrance.

Le service des urgences, conçu en 1992 pour

accueillir 65 personnes par jour, en reçoit aujourd'hui plus de 90 en moyenne, avec des pics à 130 certains jours. Les infrastructures tombent en ruine, avec du ruban adhésif pour tenir le carrelage en place, des fuites d'eau au plafond, une isolation absente. Le personnel est au bord de la crise de nerfs, pourtant il tente chaque jour d'offrir

des soins de qualité avec les moyens du bord.

Ce nouveau débrayage ne suffira évidemment pas à se faire respecter mais, du fait de la visite du directeur de l'ARS, les grévistes ont obtenu une médiatisation au-delà du département et leur moral est remonté. Un point positif pour continuer la mobilisation.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme

tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Russie : un Mondial de foot très politique

La Coupe du monde de football a débuté en Russie, les matchs se répartissant entre une douzaine de villes. Depuis des mois, dans les médias et les transports en commun, sur de grands panneaux spécialement dressés pour l'occasion, il n'est question que de ça. Et pour cause : les autorités veulent que cette grand-messe sportive célèbre la puissance retrouvée de la Russie et la stature internationale de son chef, Poutine.

Pour cela, le Kremlin n'a pas lésiné sur les moyens. Il a annoncé un budget de 21 milliards d'euros, largement dépassé puisque la construction de sept des douze stades accueillant les compétitions a, à elle seule, déjà coûté 10 milliards. Il a fallu aussi construire des lignes de trains rapides pour relier les villes du Mondial. Là où c'était impossible malgré les menaces de Poutine prévenant que « tout retard dans la construction est inadmissible », il a fallu agrandir des aéroports. Il a aussi fallu construire de nouveaux hôtels pour un million de spectateurs étrangers, alors que la Russie n'héberge en temps normal que trois millions de touristes par an...

Toutes ces dépenses n'ont pas encore été chiffrées. Mais une chose est certaine : c'est à la population qu'on présentera la note, d'une façon ou d'une autre, et elle sera salée.

En attendant, dans certaines villes, la fête et ses préparatifs ont de quoi laisser un goût amer. Ainsi les habitants, dont beaucoup continuent à vivre dans des logements plus ou moins délabrés des années 1960, sinon de la fin de la guerre, constatent que sur le parcours emprunté par les joueurs et supporters, on a su trouver l'argent pour repeindre de couleurs pimpantes des immeubles... ou du moins leurs façades.

Dans une ville industrielle de 1,3 million



Le stade de Rostov.

d'habitants comme Nijni-Novgorod, au métro tout petit, il a fallu ce Mondial pour qu'on construise une nouvelle station aux abords du nouveau stade. Mais, cerise sur le gâteau de la gabegie crapuleuse, dès la fin de ce Championnat du monde, cette station qui en porte le nom sera fermée au public. La raison est de celles très répandues en Russie : sa construction a été bâclée. La télévision locale a expliqué comment ceux qui avaient décroché le contrat ont empoché l'argent des travaux sans payer leurs ouvriers. D'où trois grèves qui ont bloqué

le chantier, trois changements d'entrepreneurs en un an... et une station neuve à refaire.

L'histoire ne dit pas si ces employeurs sans scrupules seront sanctionnés. C'est possible, car ils ne sont que menu fretin. Mais, sauf à vouloir faire un exemple qui serait de toute façon limité, il est bien improbable que la justice aux ordres du pouvoir s'en prenne aux maires, gouverneurs, ministres qui couvrent de tels agissements. Car nul ne doute qu'ils sont légion à en tirer profit, l'affaire évoquée n'ayant rien d'exceptionnel.

Quant à la nuée de policiers qui ont été rabattus de tous les coins de l'immense Russie vers les villes du Mondial, ils n'ont pas pour tâche de mettre hors d'état de nuire ces margoulines. Ils sont censés veiller à la sécurité des matchs face à d'éventuelles attaques terroristes et empêcher aussi que des resquilleurs accèdent aux stades. Car à 388 euros pour le billet le moins cher, quand on sait que le salaire moyen est de 500 euros, la plupart des Russes devront se contenter de suivre les matchs devant leur petit écran.

Pierre Laffitte

G7 : Trump descend du sommet

Le 10 juin, au Canada, l'accord péniblement négocié la veille par les chefs des sept États les plus puissants du monde a volé en éclats avant même que son contenu ne soit connu. Depuis son avion, Trump a envoyé un message pour retirer sa signature, déclarant l'accord nul et non avenu et injuriant le Premier ministre canadien.

Macron, Merkel, May et autres représentants des différents impérialismes ont certes protesté et affirmé que l'accord tenait. Mais Trump, au nom de l'impérialisme le plus puissant, a démontré qu'il se moque de leurs objections à ses mesures protectionnistes.

Depuis le 1^{er} juin les États-Unis taxent l'acier et l'aluminium en provenance

de l'Union européenne, du Canada et du Mexique. Au même moment, le gouvernement américain, rompant l'accord passé avec l'Iran, interdit de fait les relations commerciales avec ce pays. PSA et Total, deux multinationales françaises, annoncent qu'elles vont devoir cesser leurs affaires en Iran, par crainte des rétorsions américaines.

Les commentateurs européens, les opposants à Trump aux États-Unis et les gouvernements de l'UE ont protesté contre cette montée du protectionnisme américain.

Pourtant, contrairement à ce que disent aussi bien Trump que ses contradicteurs, des milliers de mesures protectionnistes ont été prises par tous les pays, y compris la France et les États-Unis. Chaque État protège ses propres capitalistes, en élevant des barrières douanières particulières s'il le faut. Ce que tous ces gens appellent le libre échange est le résultat du rapport de forces changeant entre les différents capitalistes, soutenus plus ou moins efficacement par leurs États. À ce jeu-là, les États-Unis, première puissance industrielle, financière, commerciale et militaire, premier marché du monde, sont évidemment les plus forts. La déconfiture et l'impuissance totale des dirigeants allemands, japonais, français, britanniques devant l'impudence de Trump au G7 en est la démonstration.

Les déclarations fracassantes de Trump sont en fait plus liées à des



préoccupations de politique intérieure et à la perspective des élections américaines qu'à la préparation d'une véritable guerre commerciale. La plupart des grands patrons aux États-Unis et de leurs représentants dans la presse se sont affirmés en faveur du maintien du libre-échange, mais Trump continue sa campagne populiste en prétendant défendre les travailleurs américains. Comme tous les démagogues, il affirme qu'en empêchant les marchandises étrangères d'entrer, on conservera les emplois des travailleurs du cru.

Mais, pour électorales

qu'elles soient, les rododromes de Trump ne sont pas sans conséquences. De mesure discrète en déclaration fracassante, les barrières douanières se dressent malgré tout de plus en plus, à l'instar des barrières à la circulation des personnes, au fur et à mesure que la crise s'approfondit. Cette voie est tout simplement celle que le monde a prise dans les années 1930, même si aujourd'hui il l'emprunte plus lentement. Reste à savoir si des forces suffisantes se lèveront pour l'arrêter.

Paul Galois

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 192 (mai-juin 2018) :

- Les cheminots tiennent tête à Macron
- Corée : un dégel sous la menace d'un revirement des États-Unis
- Référendum en Nouvelle-Calédonie, entre domination coloniale et impasse nationaliste
- Les enjeux gaziers et pétroliers au Proche et au Moyen-Orient
- La situation politique, économique et sociale aux États-Unis en 2018

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,80 euro.